

RAPSIM
Réseau d'aide aux personnes seules
et itinérantes de Montréal

Rapport annuel

2020-

2021

TABLE DES MATIÈRES

Mot de la présidence	03	Axe Judiciarisation et droit de cité	13
Équipe de travail	04	Axe Logement	15
Mission	05	Axe Revenu	17
Plan d'action transitoire	05	Axe santé	18
Revendications	06	Axe Services d'hébergement d'urgence	19
Représentations auprès des instances régionales en Santé et Services sociaux	07	Vie associative	21
Implication dans les dossiers municipaux	09	Autres implications du RAPSIM	22
Représentations politiques auprès des trois paliers de gouvernement	10	Présence médiatique et réseaux sociaux	23
Axe Jeunesse	11	Communications envoyées aux membres	23
Axe Femme	12	Financement	23
		Membres	24

RAPSIM
Réseau d'aide aux personnes seules
et itinérantes de Montréal

Bilan des activités 2021-2022
www.rapsim.org

Photos : © RAPSIM

Rédaction : L'Équipe de la permanence

Graphisme : Samuel Alexis Communications

Le RAPSIM est membre de :



Réseau
SOLIDARITÉ
Itinérance du Québec



MOT DE LA PRÉSIDENTE

Chères, chers membres du RAPSIM

Comme partout ailleurs, l'année 2020-2021 a débuté avec la mise en place des mesures d'urgence liées à la pandémie de la COVID-19. Les groupes membres du RAPSIM ont su se jeter dans l'action pour répondre aux besoins urgents de nos communautés, pour défendre les droits et pour relater les nombreux besoins exprimés aux différentes autorités en place. Rapidement, les maisons d'hébergement, les services de consommation supervisée, les travailleurs et travailleuses de rue, les intervenants et intervenantes en accompagnement tant dans les centres de jour que de soir, ont accompli un travail essentiel malgré les risques pour leur propre santé. Nos équipes se sont concertées, et avec les partenaires et alliés pour répondre aux mille et une urgences simultanées, que ce soit les contraventions liées à la COVID-19, l'information sur la Prestation canadienne d'urgence (PCU), le soutien aux personnes vivant dans des campements, l'accès à des informations justes sur la COVID-19 ou la crise des surdoses qui continue tristement de faire des victimes dans nos communautés. Vous avez répondu présent et je tiens à souligner les efforts et la solidarité de tous et toutes.

Le conseil d'administration du RAPSIM, avec le soutien extraordinaire d'une nouvelle équipe de travail, a pris le temps nécessaire pour ne pas laisser de côté tous les autres dossiers importants pour nos membres comme les financements des groupes communautaires et les concertations liés aux nombreuses réalités de l'itinérance.

Soulignons de façon haut et fort la résilience de la communauté des personnes en situation d'itinérance qui a su s'organiser rapidement malgré une perte importante de connexion sociale et de soutien. Plusieurs personnes rapportaient une augmentation de l'isolement, de la peur et de l'anxiété, découlant de la pandémie de COVID-19. Comparativement à la population qui est plus privilégiée, différentes recherches démontrent que ces personnes sont plus vulnérables aux incidences de la COVID-19 sur leur santé ainsi qu'aux nombreuses contraintes et mesures de la distanciation qui ont généré encore plus de discrimination et de profilage dans les différentes communautés de Montréal.

Merci également à nos bailleurs de fonds, votre apport est essentiel pour nous permettre une mobilisation forte et soutenue. Comme nous le savons, l'itinérance a plusieurs visages et nous devons prendre en considération ces multiples spécificités afin d'apporter plusieurs réponses toujours en phase avec l'amélioration de la qualité de vie, le respect de la dignité humaine et des droits fondamentaux.

Merci encore à nos membres, votre implication est indispensable pour nous permettre de répondre à vos besoins. Vous êtes notre raison d'être.

Bonne lecture à toutes et à tous,

Solidairement,

Martin Pagé

Président du RAPSIM

ÉQUIPE DE TRAVAIL

Cette année est marquée par l'accueil de 3 organisatrices communautaires, la nomination d'une nouvelle direction générale et la signature de la première convention collective de travail. Nous souhaitons remercier les organismes membres et le conseil d'administration pour leur disponibilité et leur ouverture envers l'équipe de travail du RAPSIM. Nous nous sommes senties accueillies, soutenues et nourries tout au long de l'année.

ANNIE SAVAGE

Directrice

Responsable des dossiers :

Vers un chez-soi (VCS)
Rehaussement PSOC
Comité directeur intersectoriel en itinérance
Comité de pilotage de la Coalition Jeunes+

JOANNIE VEILLEUX

Organisatrice communautaire

Responsable des dossiers :

Logement
Droit au revenu

LAURY BACRO

Organisatrice communautaire

Responsable des dossiers :

Femmes
Judiciarisation

MARIANA RACINE MÉNDEZ

Organisatrice communautaire

Responsable des dossiers :

Jeunesse
Santé
Services d'hébergement d'urgence (SHU)

Après un peu plus d'une année et demie en poste, Nadia Lemieux a quitté le RAPSIM pour un retour aux études. Nous la remercions pour sa précieuse contribution aux actions du RAPSIM, notamment dans l'ensemble des étapes qui nous ont menés cette année à la publication du 5e portrait dans l'espace public montréalais ainsi que dans les négociations qui ont mené à la signature de la première convention collective des employé.es du RAPSIM.

MISSION

Le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM) est le regroupement montréalais en itinérance et la plus importante concertation régionale en itinérance au Québec. Depuis 1974, il défend les droits des personnes en situation d'itinérance ou à risque de l'être. Il regroupe 112 organismes communautaires qui travaillent auprès de ces populations : ressources d'hébergement, centres de jour et de soir, logements sociaux avec soutien communautaire ; ressources actives en travail de rue et de milieu, en santé mentale, en réduction des méfaits, en insertion socioprofessionnelle ou en aide alimentaire. Son action s'appuie sur une équipe de travail ainsi qu'un conseil d'administration engagé et est alimentée, de façon continue, des expériences et réflexions de ses membres. Les interventions du RAPSIM interpellent les trois paliers gouvernementaux.

PLAN D'ACTION TRANSITOIRE

Lors de son AGA virtuelle de septembre, le RAPSIM a déposé à l'assemblée un plan d'action transitoire (voir en annexe). Ce plan oriente la structure de ce bilan et a guidé notre action tout au long de l'année.



Nos représentations médiatiques et auprès des pouvoirs publics portent les revendications suivantes identifiées par nos membres :

- Une **approche globale**, basée sur les droits de la personne
- Une **approche communautaire**, visant une collaboration respectueuse des besoins, des expertises et des limites de chaque partenaire
- **L'ADS+** comme principe central devant guider l'ensemble des actions; dont la **reconnaissance des enjeux spécifiques propre à l'itinérance des femmes**, la nécessité d'apporter des réponses adaptées et pour ce faire, de travailler avec les ressources femmes qui portent des revendications et des pistes de solution en ce sens
- Le développement de **réponses locales**, adaptées aux besoins identifiés par territoire
- Le respect de l'autonomie des groupes et de leur processus démocratique
- Une **transparence** et le respect des processus de concertation dans **l'orientation et l'attribution des fonds** publics
- Pas de coupure de financement, et **une reddition de compte flexible, simplifiée ou reportée** (dans le contexte spécifique COVID-19)
- La reconnaissance des actions menées par les organismes communautaires autonomes et de leur statut d'interlocuteurs incontournables pour relayer les enjeux vécus par les psi ainsi que de solutions innovantes

REPRÉSENTATIONS AUPRÈS DES INSTANCES RÉGIONALES EN SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

Cellules d'urgence COVID-19

La crise sanitaire et l'état d'urgence ont amené nos instances régionales en Santé et Services sociaux à mettre en place différents espaces de transmission d'informations et de consultations, d'abord via des téléconférences, puis par visioconférence. Le RAPSIM a participé à un grand nombre de rencontres de la cellule de coordination itinérance et de la cellule de coordination communautaire. Avec la participation de nos membres, nous avons pris part aux travaux du comité de réflexion et de suivi sur le plan de transition, impliquant un important travail de collecte des besoins terrain constatés par les membres du RAPSIM. Dans les limites de nos capacités, nous avons également participé à des rencontres de la cellule de coordination habitation.

Comité de liaison et comité des délégué.es de regroupements en Santé Services sociaux (SSS)

- 20 rencontres du comité des délégué.es de regroupements en SSS
- 4 rencontres du comité de liaison
- 24 heures d'analyse de documents

Le Comité de liaison est une instance de concertation entre des représentant.es du CCSMTL (Chef de service des activités communautaires, PDGA, Directrice adjointe des partenariats urbains, Coordonnatrice des dossiers régionaux sociaux-communautaires, etc.) et les délégué.es de regroupements en SSS dont le RAPSIM. L'objectif est d'échanger sur des enjeux concernant les relations partenariales, discuter et émettre des recommandations concernant l'attribution des rehaussements PSOC et voir à l'application du Cadre de référence régional sur le partenariat avec le milieu communautaire.

Comité régional de soutien communautaire en logement social

- 11 rencontres du comité
- 22 heures d'analyse de documents
- 6 heures de concertation avec les membres

Travaux réguliers liés au déploiement et au suivi du plan d'action régional en itinérance

Dans un contexte d'état d'urgence sanitaire, le Service régional de l'itinérance a suspendu l'ensemble des travaux réguliers liés au déploiement et au suivi du plan d'action régional en itinérance. Certaines rencontres ont été tenues dans un esprit de transmission d'informations dans le contexte spécifique à la situation COVID-19. Le RAPSIM a maintenu sa participation au sein des comités, sous-comités et des groupes de travail ad hoc qui ont eux lieux de manière à effectuer son travail de représentation et faire remonter les besoins terrain constatés par ses membres.

Comité directeur

- 2 rencontres du comité directeur
- 4 rencontres du sous-comité de révision de la structure de gouvernance régionale en itinérance
- 36 heures d'analyse de documents
- 6 heures de concertation avec les membres

Au sein du sous-comité de révision de la structure de gouvernance régionale en itinérance, dont le travail se poursuivra jusqu'au 7 mai 2021, le RAPSIM a fait des recommandations visant à augmenter la représentativité communautaire au sein de l'ensemble de la gouvernance, incluant au sein du comité directeur. Nous avons aussi questionné les rôles, les pouvoirs et les liens du Bureau de gouvernance, de l'instance stratégique et de la Table interministérielle en itinérance avec le comité directeur, afin de nous assurer que ces instances gouvernementales au sein desquelles le communautaire n'a aucun siège ne soient pas en réalité des lieux décisionnels qui outrepassent les travaux et le rôle du comité directeur. Il faudra malgré cela demeurer très vigilant.es à ce niveau.

GT Femmes

- 4 rencontres du groupe de travail
- 15 heures d'analyse de documents
- 2 heures de concertation avec les membres (voir section Femmes pour les détails)

GT Santé et itinérance

- 7 rencontres du groupe de travail
- 7 heures d'analyse de documents
- 3 heures de concertation avec les membres (voir section Santé pour les détails)

Comité de pilotage Wet Services

- 3 rencontres du comité de pilotage
- 15 heures d'analyse de documents
- 4 heures de concertation avec les membres (voir section SHU pour les détails)

GT SHU

- 3 rencontres du groupe de travail
- 3 heures d'analyse de documents
- 3 heures de concertation avec les membres (voir section SHU pour les détails)

Sous-comité Mesures hivernales

- 9 rencontres
- 20 heures d'analyse de documents
- 20 heures de concertation avec les membres (voir section SHU pour les détails)

GT Cohabitation sociale

- 3 rencontres du groupe de travail
- 1 heure de concertation avec les membres (voir section Judicialisation pour les détails)
- 2 heures d'analyse de documents

Comités Vers un chez soi (VCS)

- 5 rencontres du comité des partenaires VCS
- 4 rencontres du sous-comité d'analyse de projets
- 1 rencontre du sous-comité VCS immobilisation
- 15 heures de concertation avec les membres

Sous-comité Mesures hivernales

- 9 rencontres
- 20 heures d'analyse de documents
- 20 heures de concertation avec les membres (voir section SHU pour les détails)

IMPLICATION DANS LES DOSSIERS MUNICIPAUX

Plan d'action intégré en diversité et inclusion sociale de la ville de Montréal

- 2 rencontres de consultation
- 6 heures de concertation avec les regroupements montréalais
- 10 heures d'analyse de documents

En juillet, le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) a interpellé des partenaires communautaires, dont le RAPSIM, pour participer aux consultations visant à bonifier les travaux relatifs à la définition du Plan d'action Diversité et inclusion sociale de la Ville. Face à un plan de consultation qui ne tenait pas compte de la réalité des regroupements et de leurs membres, le RIOCM et des délégué.es de regroupements ont informé le SDIS des conditions essentielles pour permettre une implication du communautaire dans cette démarche. Suivant cette communication, le SDIS a annoncé l'annulation et le report de cette consultation. Sept mois plus tard, soit en février, elle relançait les partenaires communautaires pour une séance de présentation du plan dans sa version presque achevée, en les invitant à proposer des bonifications. Considérant les très courts délais proposés et l'ampleur de la démarche, nous avons été dans l'obligation de décliner l'invitation. Une lettre du RIOCM, signée par 13 regroupements, Tables de concertation et organismes, dont le RAPSIM, a été envoyée au SDIS à cet effet.

Comité d'analyse de la révision des règlements municipaux pouvant induire du profilage racial et social

- 3 rencontres du comité d'analyse
- 15 heures d'analyse de documents
- 7 heures de concertation avec les représentant.es d'organismes qui participent à la démarche (voir Axe Judicialisation et Droit de cité pour les détails)

Comité local de cohabitation autour de Place Dupuis

- 8 rencontres du comité
- 8 heures d'analyse de documents
- 3 heures de concertation avec les membres

REPRÉSENTATIONS POLITIQUES AUPRÈS DES TROIS PALIERS DE GOUVERNEMENT

Municipal

- 1 rencontre téléphonique avec Valérie Plante
- 3 lettres officielles adressées à Valérie Plante
- 3 rencontres téléphoniques avec Sarah Sultani, Responsable du soutien aux élu.es en matière de Diversité et inclusion sociale
- 2 rencontres avec Nathalie Goulet, Responsable de l'inclusion sociale, des sports et loisirs, de la condition féminine, de l'itinérance ainsi que de la jeunesse
- 2 rencontres avec Robert Beaudry, membre du comité exécutif de la Ville de Montréal, Responsable de la gestion et planification immobilière, de l'habitation
- 5 rencontres avec différents élus sur la question des campements (voir la section du Collectif On ne laisse personne derrière)
- 2 rencontres téléphoniques et une rencontre Zoom avec Benoit Langevin, Conseiller de la Ville du district Bois-De-Liesse, membre de la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise

Provincial

- 3 rencontres avec Anaïs Pelletier, Conseillère politique au Cabinet de Lionel Carmant, Ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux
- 2 rencontres téléphoniques avec Alexandre Savoie, Attaché politique de Manon Massé, Députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques et Cheffe du deuxième groupe d'opposition

- 1 rencontre avec Mathieu Noël, Directeur de cabinet adjoint, Cabinet de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation et Cyril Malouet, Conseiller politique de Sonia Lebel, Ministre responsable de l'Administration gouvernementale, Présidente du Conseil du trésor, Ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne, Ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Réforme électorale
- Alexandre Leduc, Député d'Hochelaga-Maisonneuve et Responsable en matière de justice sociale et de sécurité publique
- Andrès Fontecilla, Député de Laurier-Dorion, Porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière de logement et d'habitation

Fédéral

- 2 échanges téléphoniques Christina Lazarova, Directrice du bureau de circonscription au Bureau de Steven Guilbeault, Député de Laurier–Sainte-Marie
- Rencontre sur la situation de l'itinérance à Montréal avec le député Denis Trudel, porte-parole du Bloc Québécois pour la solidarité sociale (itinérance)

Table de concertation jeunesse itinérance du Centre-Ville de Montréal

- 10 rencontres

Le RAPSIM a participé tout au long de l'année aux rencontres de la table de concertation jeunesse itinérance du Centre-Ville qui regroupe plusieurs acteur.rices dont 15 organismes membres. Ces rencontres se sont déroulées d'abord aux deux semaines puis ensuite mensuellement. Elles ont permis à l'équipe d'être nourrie des enjeux qui touchent les jeunes en situation d'itinérance sur le territoire du Centre-Ville. Cette instance a aussi permis d'avoir des discussions sur des enjeux plus larges, touchant les jeunes, mais pas exclusivement. C'est entre autres à travers les discussions tenues à cette table que le RAPSIM a entrepris des démarches sur les enjeux touchant la Prestation Canadienne d'urgence et les actions liées à la remise de contraventions dans le contexte COVID-19.

Coalition Jeunes+

- 9 rencontres du comité
- 18 heures d'analyse de documents

Le RAPSIM est membre du comité de pilotage de la Coalition Jeunes+ dont le mandat est de faire avancer la lutte à l'itinérance jeunesse par une mobilisation concertée et constructive des principaux acteur.rices afin de prévenir et réduire collectivement l'itinérance chez les jeunes. Cette année, les rencontres du comité de pilotage ont notamment porté sur l'organisation du Forum virtuel sur la prévention de l'itinérance jeunesse qui se déroulera les 18-19 novembre prochain. La Coalition Jeunes+ a également rédigé et présenté à la Table interministérielle en Itinérance ses recommandations en matière de prévention de l'itinérance jeunesse, en vue de leur prise en compte dans la rédaction du nouveau Plan d'action interministériel en itinérance.

Des enjeux majeurs et structurels sur l'organisation et le financement des services encadrant l'itinérance des femmes ont été soulevés au sein du groupe de travail itinérance des femmes. Parmi ceux-ci, notons la nécessité de ne pas être uniquement une instance consultative et pouvoir participer aux instances décisionnelles, la place et le financement des organismes œuvrant en itinérance des femmes, le manque de services adaptés face à des ressources qui débordent, le manque de reconnaissance et le fait que le plan d'action en itinérance des femmes soit une annexe du plan d'action intersectoriel en itinérance. Le RAPSIM a pu faire remonter ces enjeux au sein des travaux du sous-comité de révision de la structure de gouvernance régionale en itinérance. Cependant, plusieurs enjeux demeurent et le regroupement devra travailler à développer de nouvelles stratégies pour répondre aux revendications de ses membres.

Le RAPSIM a participé à l'enregistrement du [Balado du Collectif](#) pour un Québec sans pauvreté qui met en lumière la pauvreté et les inégalités vécues par les femmes dans lequel le RAPSIM a pu parler des réalités propres à l'itinérance des femmes.

Pour souligner la journée internationale des droits des femmes, nous avons rédigé une lettre ouverte ([Le 8 mars n'est pas une deuxième St-Valentin](#)) et l'avons envoyée via le Réseau-info à nos membres et partenaires.

Une chronique du RAPSIM dans l'Itinéraire a été consacrée aux enjeux qui touchent les femmes, dans un texte co-écrit avec Chez Stella : [Quand la COVID-19 n'est pas la seule menace : L'impact du couvre-feu pour les femmes en situation d'itinérance.](#)

Le 8 mars n'est pas une deuxième St-Valentin

En ce 8 mars, n'offrez pas des fleurs ; interpelez vos élus pour que des changements profonds s'enclenchent sans plus tarder. Pour les droits des femmes en situation d'itinérance !

Dans le cadre des travaux d'analyse de la révision des règlements municipaux pouvant induire du profilage racial et social, le RAPSIM a déposé 13 fiches de recommandations, formulées avec la collaboration de la Clinique Droits devant, du Refuge des jeunes, Plein milieu et Cactus.

La judiciarisation des personnes en situation d'itinérance a particulièrement marqué la dernière année par la répression liée aux mesures sanitaires, qui se sont appliquées de façon discriminatoire et disproportionnée envers les populations marginalisées. En parallèle, des enjeux persistants sur les pratiques de profilage menées par des agents du SPVM et de la STM ont aussi marqué l'année écoulée.

Le RAPSIM a pris la parole médiatiquement à de nombreuses reprises afin de sensibiliser la population et les pouvoirs publics. La conférence de presse conjointe organisée par le RSIQ et impliquant les directions de plusieurs concertations membres a marqué un temps collectif de dénonciation de pratiques discriminatoires. Les enjeux spécifiques aux jeunes et aux femmes en temps de pandémie ont aussi été relayés dans l'espace public.

En décembre 2020, Le RAPSIM a publié le [5e portrait de la situation dans l'espace public montréalais](#). Les recommandations émises ont été portées à différentes reprises auprès des instances municipales.

Comité Opération Droits Devant (ODD)

- 7 rencontres du comité
- 26 groupes membres participants provenant de 11 quartiers différents

L'Opération Droits Devant est un comité du RAPSIM qui s'intéresse aux enjeux de profilage social, de judiciarisation des personnes en situation d'itinérance et de cohabitation sociale. L'ODD jouit d'une forte mobilisation de ses membres actifs.



Cette année, en plus d'échanger sur les réalités terrain, le comité ODD a organisé un panel autour des données du 5e portrait ainsi qu'une action de sensibilisation dans l'espace public. Ces deux actions auront lieu en avril et mai 2021.

Collectif On ne laisse personne derrière (ONLPD)

- 23 rencontres du Collectif
- 20 groupes membres participants
- 5 rencontres avec la Ville de Montréal
- 30 interventions médiatiques sur les enjeux entourant les campements RAPSIM/ONLPD (lettres ouvertes, articles, télévision, communiqués).
- 35 h d'analyse de documents

Le Collectif On ne laisse personne derrière s'est formé en avril 2020, sous l'impulsion de membres du RAPSIM et de la Table des organismes communautaires montréalais de lutte contre le Sida (TOMS), pour se mobiliser autour des enjeux des campements. Dès avril 2020, des rencontres ont été organisées avec la Ville de Montréal pour réclamer l'application de la tolérance universelle sur tout le territoire. Le Réseau de la communauté autochtone de Montréal a été un partenaire précieux, autant lors des rencontres officielles que dans l'élaboration des recommandations.

Les réunions bi-mensuelles du Collectif, ainsi que l'implication des membres, ont notamment permis d'élaborer une campagne de distribution de tentes, de rédiger des recommandations nourries des réalités terrain, de réagir rapidement aux annonces de démantèlements, en assurant notamment une communication avec la Ville de Montréal et les arrondissements concernés, ainsi que d'avoir des prises de paroles médiatiques relevant d'une analyse concertée (comme lors de la conférence de presse organisée par le Comité BAILS pour dénoncer le démantèlement du campement Notre-Dame aux côtés de l'Anonyme, Dopamine, Chez Stella et la TOMS, le 8 décembre 2020).

Le Collectif a rencontré les représentants de la Ville de Montréal à 5 reprises au cours de la dernière année, dont Rosannie Filato, alors responsable de la sécurité publique, Nathalie Goulet, Responsable de l'inclusion sociale, des sports et loisirs, de la condition féminine, de l'itinérance ainsi que de la jeunesse.

Comité amnistie

- 6 rencontres du comité
- 2 groupes membres participants

Témoins de la surjudiciarisation vécue par les personnes en situation d'itinérance en lien avec les mesures sanitaires, le RAPSIM et la TOMS ont joint leurs efforts pour travailler sur une demande d'amnistie pour toutes les personnes qui ont ou auront reçu un constat d'infraction pour non-respect de la distanciation. Pour ce faire, plusieurs groupes communautaires et personnes alliées du milieu du droit et de la recherche ont été conviés à des rencontres afin d'élaborer un argumentaire, de rassembler les points de vue et de porter une demande commune.

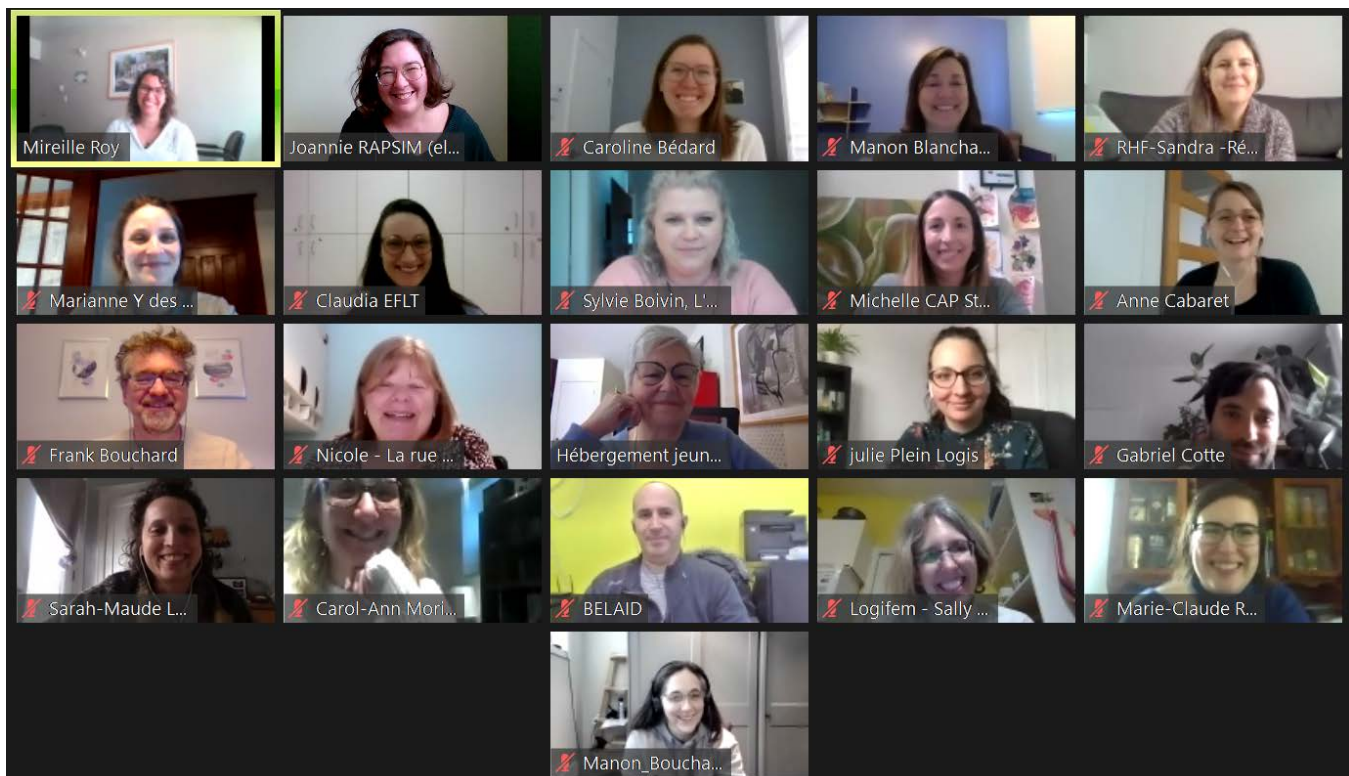
En ce sens, une campagne de lettres destinées aux ministères de la Justice, de la Sécurité publique, de la Santé et des Services sociaux, des Affaires Autochtones, à la condition féminine, ainsi qu'à la direction nationale de la santé publique a été menée en novembre 2020. Le comité est aussi porteur d'une lettre pour la demande d'amnistie, qui a recueilli en mars 2021, 88 signatures d'organismes communautaires.

Comité logement du RAPSIM

- 2 rencontres
- 27 membres impliqués

Au cours de l'année 2020-2021, qui s'est déroulée sur une trame de fond d'une crise de logement, le RAPSIM et ses membres ont été préoccupés par plusieurs dossiers. Le soutien communautaire en logement social (SCLS) et son financement fut l'un des sujets qui a occupé le RAPSIM, l'intérêt des membres pour cet enjeu étant vif. D'importantes représentations ont été effectuées au cours des multiples rencontres du Comité régional en SCLS, défendant notamment un rehaussement du financement et particulièrement l'autonomie des groupes dans leur pratique. Deux appels de projets en SCLS ont eu lieu, dont un spécifiquement pour soutenir le soutien communautaire en logement social pour les personnes en situation d'itinérance. Le RAPSIM a pu influencer l'appel de projets de ce financement

spécifique en proposant un mécanisme de liaison moins contraignant pour les organismes, sans toutefois pouvoir retirer complètement cette condition du Service régional de l'itinérance. Le deuxième appel de projets en SCLS, qui était généraliste, a exclu le logement transitoire. Face à cela, et restant toujours sans financement, les craintes des membres offrant ce type de logement ont été ravivées. Une lettre type a donc été proposée aux organismes qui offrent du logement transitoire afin qu'ils soulignent leurs besoins et dénoncent leur exclusion de l'appel de projets. Des démarches ont également été entamées pour réclamer le financement du logement transitoire et se poursuivront en 2021-2022.



Par ailleurs, toutes les demandes en logement menées par le RAPSIM ont été accompagnées d'une demande de financement en SCLS. Cela a notamment été le cas lors des représentations politiques au niveau municipal et provincial menées autour de l'ICRL, un nouveau type de financement ponctuel du fédéral pour la construction rapide de logement pour les personnes en situation d'itinérance ou à risque de l'être. L'objectif premier de ce financement étant de permettre des constructions rapides de nouveaux logements, le RAPSIM n'a pas manqué de souligner les freins administratifs et logistiques souvent rencontrés par ses membres lors de projet immobilier, demandant des assouplissements des exigences du financement et des freins rencontrés, dans le but de favoriser la construction rapide sans ajouter une pression supplémentaire sur les organismes porteurs. Nous avons également fait valoir auprès de la Ville la nécessité de construire des projets diversifiés qui répondent aux besoins des différentes populations, et ce partout sur l'île. La Ville a démontré une sensibilité à cette demande qui a été renforcée par les projets déposés qui ont exemplifié les besoins accrus dans certains territoires qui sont traditionnellement moins considérés, notamment au nord de l'île. Malgré cela, ce financement n'a pas su offrir les conditions pour permettre de répondre à ces besoins.

Une préoccupation persistante du RAPSIM et de ses membres reste le financement de la construction de nouveaux logements sociaux, notamment à travers le projet AccèsLogis. Au mois de mars, le RAPSIM a mené la campagne *On ne demande pas la lune* : une programmation AccèsLogis maintenant ! Composée en deux volets, un volet sensibilisation sur les réseaux sociaux et un volet politique. Une lettre réclamant des investissements massifs dans le programme AccèsLogis, l'arrimage du Soutien communautaire à la construction en volet 3 et l'ajustement des normes de construction d'AccèsLogis pour se conformer avec la réalité actuelle a été acheminée aux élus. Cette lettre a été appuyée par 10 regroupements, 33 organismes communautaires et 63 citoyen.nes et a également fait l'objet d'une [chronique du RAPSIM dans l'itinéraire](#). Dans la même optique, à l'occasion de la journée de l'habitat de l'ONU, le RAPSIM a écrit une lettre ouverte : [Notre responsabilité collective face à l'itinérance](#). RAPSIM a également participé, au côté de 37 regroupements et associations, à la rédaction d'une lettre conjointe pour le logement social, une initiative de l'AGRTQ. Le RAPSIM a également continué d'appuyer les actions des regroupements alliés en matière de logement tels que le FRAPRU et le RCLALQ.



Comité Revenu du RAPSIM

- 2 rencontres
- 9 groupes membres participants

Le GT-IMAF, qui représente un lieu important de représentations pour le RAPSIM sur les enjeux du revenu et de l'insertion sociale, a été mis sur pause pour toute l'année 2020-2021 en raison de la pandémie. Cela a empêché l'avancement de travaux entamés, notamment concernant le dépôt de recommandations pour le programme PAAS-action. Toutefois, si cela a eu des impacts négatifs sur nos représentations habituelles, cette pause a notamment encouragé le RAPSIM à développer des liens plus forts avec le Collectif pour un Québec sans pauvreté qui a des préoccupations partagées avec le RAPSIM et des canaux de représentation différents.

Un des enjeux qui a préoccupé les membres du RAPSIM dans le dossier Revenu est celui des personnes qui ont reçu de la PCU sans y avoir droit, notamment dans le cas des prestataires de l'aide sociale. À cet effet, rapidement le RAPSIM a fait des représentations auprès de Service Québec afin d'exprimer ses inquiétudes et dénoncer la possibilité d'une double dette. Par la suite, le RAPSIM a appuyé les demandes pour un moratoire sur les réclamations des dettes à l'aide sociale en lien avec la PCU et est resté à jour sur les déroulements et les possibles

impacts que cela aurait sur les personnes. À ce jour, le moratoire est toujours en vigueur et peu de conséquences directes pour les personnes ont pu être recensées, ce qui demandera de rester vigilant.

Comme toujours, et encore plus dans ce contexte de crise où les personnes les plus vulnérables ont complètement été laissées de côté par toutes les aides financières liées à la COVID, l'importance du rehaussement des revenus pour les personnes seules a été au cœur des actions du RAPSIM dans ce dossier. Bien sûr, à travers différentes représentations et communications, nous avons rappelé l'importance de permettre des conditions de vie décentes à toutes afin de prévenir et permettre de se sortir de situations d'itinérance. En réponse à une initiative du Collectif pour un Québec sans pauvreté, le RAPSIM a participé à la campagne nationale Ceci n'est pas un poisson d'avril : 1 personne sur 10 au Québec ne répond pas à ses besoins de base, réclamant l'augmentation des prestations de l'aide sociale. Le RAPSIM a posé une bannière devant les bureaux de l'aide sociale Ste-Marie - Centre-Sud, a publié un communiqué de presse et [rédigé une lettre ouverte](#). Une dizaine de membres ont pris part à la campagne et 3 articles de journaux ont repris les propos du RAPSIM.



Les actions menées en lien avec la santé par le RAPSIM ont été grandement influencées par la pandémie. De nombreuses rencontres de nature informative ont porté sur la vaccination ainsi que sur la trajectoire d'isolement et de dépistage. Des demandes au niveau de l'accessibilité du vaccin pour les personnes en situation d'itinérance et les employés du communautaire ont été faites à la santé publique de Montréal ainsi qu'au cabinet du ministre délégué à la santé et aux services sociaux. Ces enjeux ont aussi été traités par les médias à de nombreuses reprises et le RAPSIM a pris parole pour accentuer la visibilité des enjeux vécus sur le terrain.

Le RAPSIM a aussi participé le 20 janvier 2021 aux consultations sur les effets de la pandémie sur la santé mentale, en tant qu'observateur aux deux journées de présentation puis en tant que panéliste à travers une prise de parole de Mme France Labelle du Refuge des Jeunes de Montréal, comme représentante du RAPSIM. Par la suite, le RAPSIM a déposé un [mémoire sur les effets de la pandémie sur la santé mentale des personnes en situation d'itinérance](#) en co-écriture avec deux organismes membres soit Médecins du Monde et le Refuge des Jeunes de Montréal et a invité ses membres à déposer des mémoires ou des avis. Cette consultation visait à soutenir les travaux entourant l'élaboration du prochain Plan d'action interministériel en santé mentale. Ce mémoire a également fait l'objet d'une chronique du RAPSIM dans l'itinéraire : [Santé mentale et pandémie](#). Cela a permis de communiquer au public une synthèse et une vulgarisation des éléments relevés par le RAPSIM lors de la consultation.

Le 27 janvier 2021, le RAPSIM a développé la campagne Ce qui ferait du bien à ma santé mentale en réponse à l'invitation du gouvernement de partager des moments qui font du bien à la santé mentale avec le #TousEnsemblePourAllerMieux. Alors que la campagne du gouvernement était composée principalement d'images dans des chalets ou des logements luxueux, le RAPSIM a voulu illustrer l'écart dans les conditions de vie et comment la pandémie est vécue différemment pour les personnes vulnérabilisées, mais surtout comment ces conditions de vie ont un impact sur la santé mentale des personnes.

Finalement, le RAPSIM a maintenu ses liens avec la TOMS pour mettre de l'avant dans différentes instances la crise des surdoses qui sévit à Montréal. Le RAPSIM a également participé à 4 rencontres dans le but de développer un projet de centre de consommation supervisé pour les personnes fréquentant l'hôtel Place Dupuis, qui n'a pu voir le jour. Il s'est également joint à un comité local pour traiter des enjeux de prévention des surdoses sur le territoire du CIUSSS Centre-Sud.

AVOIR ACCÈS À UN REVENU DÉCENT FERAIT DU BIEN À MA SANTÉ MENTALE.



AXE SERVICES D'HÉBERGEMENT D'URGENCE

En raison des mesures de distanciation nécessaires pour prévenir les éclosions, plusieurs hébergements d'urgence ont dû réduire leur capacité d'accueil. Pour répondre aux besoins, des mesures temporaires ont été mises en place. Le RAPSIM a participé aux rencontres du comité SHU du Service régional de l'itinérance ainsi qu'au sous-comité mesures hivernales. À travers ces instances, il s'est assuré de revendiquer des réponses locales dans plusieurs arrondissements et de souligner les trous de services. Les mesures d'urgence temporaires n'ont pas été réfléchies dans une perspective ADS+ et conséquemment, le RAPSIM a soulevé le manque de réponses adaptées pour les jeunes, les femmes, les personnes utilisatrices de drogues ou en situation de handicap. Nous avons aussi fait des représentations auprès du MSSS pour mettre de l'avant les enjeux terrain occasionnant des coupures de services lorsque les financements sont insuffisants, d'une durée trop limitée et leur renouvellement n'est pas confirmé dans des délais permettant de conserver le personnel.

Malheureusement sans grande surprise, l'ouverture des hébergements d'urgence, notamment celui de la Place Dupuis, ne s'est pas faite sans créer de vague pour les personnes avec logement résidant à proximité. Des voix se sont élevées pour dénoncer la présence de personnes en situation d'itinérance demandant davantage de répression. Le RAPSIM, en plus de participer aux rencontres avec les citoyennes organisées par l'arrondissement et au Comité cohabitation sociale du secteur PD-Village-VM, a écrit une chronique dans l'itinéraire visant à sensibiliser les personnes avec logement aux réalités de l'itinérance et du phénomène pas dans ma cour.

Travaux entourant l'exercice de planification stratégique

Tel que le RAPSIM s'y était engagé lors de son AGA de septembre 2020, les travaux entourant l'exercice de planification stratégique ont été entamés. La volonté du RAPSIM étant de mettre les membres au centre de la démarche, 4 rencontres de consultations ont eu lieu et une reste à venir en avril. Les rencontres se sont déroulées en mode virtuel et l'outil interactif Miro a été utilisé afin de collecter la parole des membres. **63 groupes membres se sont inscrits aux consultations à travers 91 personnes différentes, totalisant plus de 200 heures d'implication de nos membres.**

- Positionnement général - 23 février 2021 - 3 h (25 participant.es)
- Positionnement général - 24 février 2021 - 3 h (22 participant.es)
- Judiciarisation et Logement - 9 mars 2021 - 3 h (35 participant.es)
- Femmes, Revenus, SHU - 31 mars 2021 - 3 h (30 participant.es)

Plusieurs rencontres de travail ont eu lieu et continuent d'avoir lieu avec le comité de planification, l'équipe et le CA pour finaliser le travail d'analyse. Lors de son AGA 2020-2021 prévu en juin, les membres seront invité.es à se prononcer sur chacune des priorités stratégiques.

Assemblée générale annuelle virtuelle

Le 22 septembre 2021, ce sont 95 personnes en provenance de 61 groupes membres qui ont participé à l'assemblée générale annuelle du RAPSIM de manière virtuelle. C'est lors de cette assemblée que le conseil d'administration et l'équipe se sont engagés à tenir en cours d'année une démarche de planification stratégique avec les membres, dans le but d'identifier les priorités stratégiques des prochaines années.

- Rencontres thématiques de concertation : 2 rencontres, 45 participations, 37 groupes membres représentés.
- Sondages électroniques pour documenter des situations et l'expérience des membres : 6 sondages, plus de 65 participations.

Conseil d'administration

- 12 assemblées du Conseil d'administration
- 900 heures d'implication des administrateur.rices dans les actions du RAPSIM

Au 31 mars 2020-2021, le conseil d'administration du RAPSIM était formé de :

MARTIN PAGÉ

Président

Dopamine

TANIA CHARRON

Vice-présidente

AJOI

SÉBASTIEN LANOUILLE

Secrétaire

Ressources jeunesse Saint-Laurent (RJSL)

CÉCILE ARBAUD

Trésorière

Dans la rue

ROBERT BRUNET

Administrateur

ADDS-MM

ANNE CABARET

Administratrice

Atelier habitation Montréal

JULIE CHEVALIER

Administratrice

Les Maisons de l'Ancre

SYLVIE BOIVIN

Administratrice

L'Anonyme

Nous avons pu compter sur l'implication soutenue des membres du Conseil d'administration tout au long de l'année. En plus des 12 assemblées régulières, les membres du CA ont également été amenés à s'impliquer au sein de différents comités de travail du RAPSIM et à alimenter l'équipe de la permanence dans la mise en œuvre de plusieurs actions.

Les membres du conseil ont aussi pris part à plusieurs rencontres de représentations. Cette implication constitue une grande richesse pour le regroupement.

L'année 2020-2021 marque le départ du conseil après 6 ans d'engagement soutenu de Sylvie Boivin (L'Anonyme), que nous remercions chaleureusement, elle et son organisation, pour leur immense contribution aux actions du RAPSIM. Nous saluons également Gabrielle Neamtan-Lapalme (La SHAPEM) qui a quitté le CA en décembre 2020 pour un congé parental ainsi que Bernard Besancenot (MultiCaf) qui a quitté le CA après plusieurs années d'implication. En cours d'année, le CA a eu l'opportunité d'accueillir et de coopter Robert Brunet (ADDS-MM).

Réseau Solidarité Itinérance du Québec (RSIQ)

- 35 heures d'analyse de documents
- 8 rencontres du conseil d'administration
- 3 participations aux rencontres regards croisés (entre les régions)
- Participation des organisatrices communautaires à 3 rencontres de la communauté de pratique
- AGA (6 membres du RAPSIM participant.es)
- AGR et AGR2 (10 membres du RAPSIM participant.es)
- Rencontre du comité ad hoc sur le SCLS en logement transitoire
- Organisation de la conférence de presse pour une demande d'exemption du couvre-feu pour les personnes en situation d'itinérance et prise de parole

En plus d'occuper un siège au sein du Conseil d'administration via sa directrice, le RAPSIM a participé aux activités associatives du RSIQ. Montréal a été touché durement par la pandémie de COVID-19, et l'absence de solidarité constatée à plusieurs occasions par notre regroupement national dans cette dure période aura effrité la confiance en une solidarité réelle. Si la pandémie a été vécue durement par plusieurs régions, et non seulement par Montréal, nous savons que nous n'avons pas terminé de ressentir ses effets. Ainsi, l'importance d'un regroupement national avec un

leadership fort qui peut à la fois collaborer avec les instances politiques et défendre les intérêts de tous ses membres nous semble primordiale. Or, il nous apparaît que la stratégie de collaboration avec le MSSS a été privilégiée par le RSIQ au détriment de la représentation des besoins et des préoccupations du RAPSIM. Cette stratégie est une source de questionnement pour notre regroupement. Pour Montréal, une telle posture envers les pouvoirs publics crée une dissonance profonde avec les réalités vécues sur le terrain.

- Support à l'organisation de la Nuit des sans-abri (5 rencontres, 15 heures de support à la logistique)
- Membre de la table de concertation de la CDPDJ (1 rencontre)
- Membre du comité sur les pratiques policières de la LDL (2 rencontres)
- Membre de l'Observatoire des profilages (3 rencontres)

PRÉSENCE MÉDIATIQUE ET RÉSEAUX SOCIAUX

- [Publication de 14 communiqués de presse.](#)
- 1533 abonné.es de plus à la page Facebook
- 639 330 personnes rejointes par les publications Facebook durant l'année
- 65 publications Twitter
- [Réponse du RQ-ACA, du RIOCM et du RAPSIM](#) à la lettre de M. Sam Watts, de Mission Bon Accueil, publiée le 22 juin, portant sur le financement des organismes communautaires
- Publication d'une [lettre-ouverte du RIOCM et des délégué.es de regroupements en SSS](#) concernant les fonds d'urgence

COMMUNICATIONS ENVOYÉES AUX MEMBRES

- 48 réseaux-info, 83 % taux d'ouverture
- 45 babillards des membres, 50,5 % taux d'ouverture
- 44 fils de presse, 55 % taux d'ouverture

FINANCEMENT

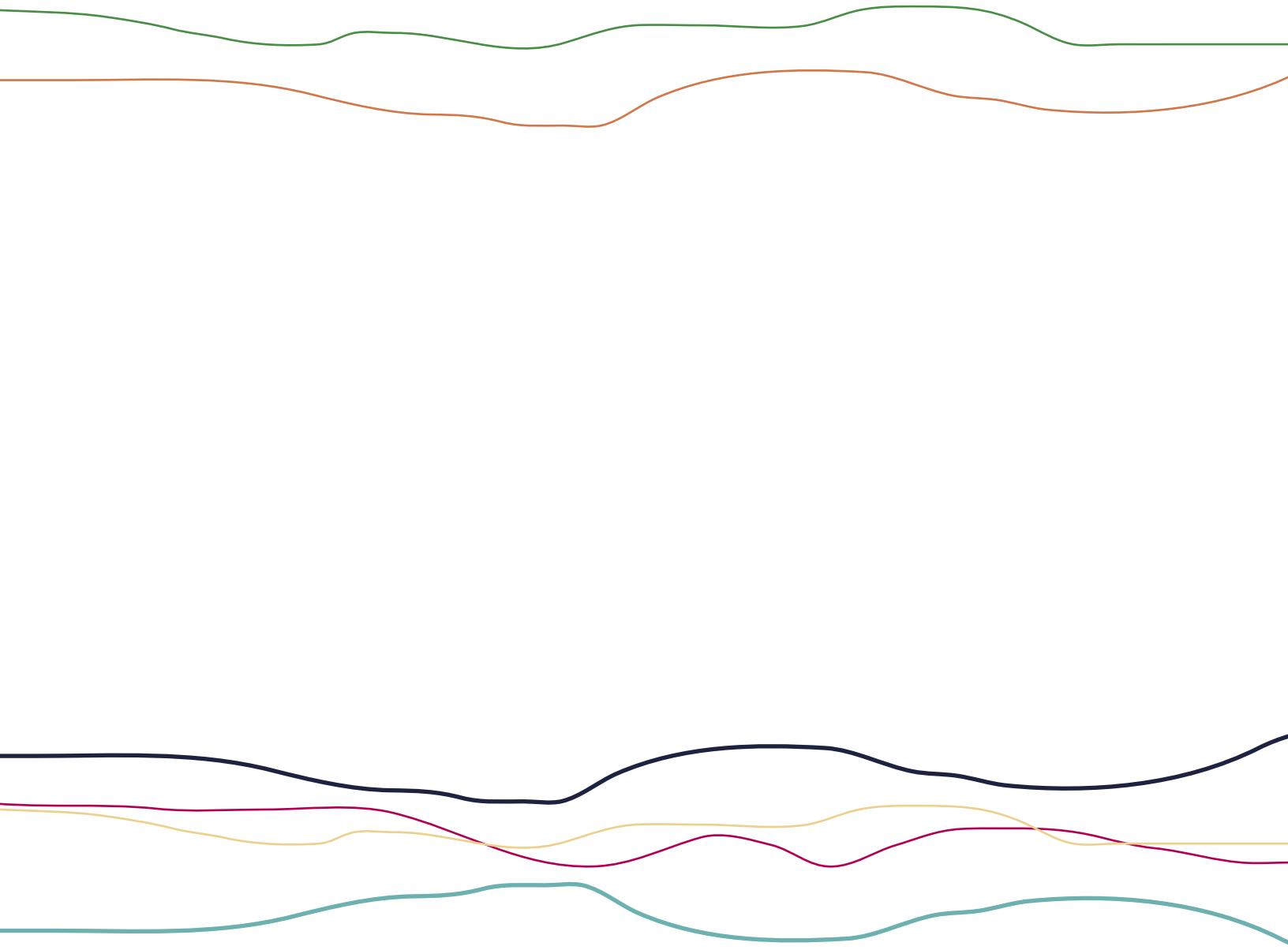
Le RAPSIM bénéficie d'un soutien essentiel de **Centraide du Grand Montréal**, qui constitue son principal bailleur de fonds pour sa mission et son action sur plusieurs volets. Le gouvernement du Québec apporte aussi un soutien important et récurrent à la mission du RAPSIM, via le **PSOC**, de même qu'un soutien ponctuel de la part du **Ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux** ainsi que du **Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale**. La **Ville de Montréal** apporte également une contribution au RAPSIM pour son action entourant notamment les dossiers logement et la cohabitation sociale. Les membres du RAPSIM appuient eux aussi le travail du RAPSIM par leur implication bénévole de même que par les cotisations et la contribution à des frais de rencontres et l'achat de publications. Finalement, le RAPSIM bénéficie d'un appui qui a aussi son importance de la part de **syndicats**.

LISTE DES MEMBRES AU 31 MARS 2021

**membre associé*

- Abri de l'espoir
- Action-Autonomie
- Action Jeunesse de l'Ouest de l'île (AJOI)
- Action-réinsertion/Sac à Dos
- Anonyme — Unité d'intervention mobile
- Armée du Salut — Centre Booth *
- Arrêt-Source
- Association Bénévole Amitié
- ADDS (Association pour la défense des Droits sociaux du Montréal Métropolitain)
- Le Chaînon
- Association logement Amitié
- Atelier Habitation Montréal
- Auberge du cœur – Le Tournant
- Auberge communautaire du Sud-ouest (ACSO)
- Auberge Madeleine
- Avenue hébergement communautaire
- À deux mains/Head and Hands
- Bâtir son quartier
- Boulot Vers...
- Brin d'elles
- Bureau consultation jeunesse (BCJ)
- CACTUS Montréal
- Centre associatif polyvalent d'aide Hépatite C (CAPAHC)
- CAP St-Barnabé
- Centre communautaire Petite-Côte
- Centre d'écoute et d'intervention Face à Face
- Carrefour familial Hochelaga
- Centre d'amitié autochtone
- Centre de jour St-James
- Centre de soir Denise-Massé
- Centre NAHA
- Chambreclerc
- Chez Doris
- Christ Church Cathedral *
- Cirque Hors Piste
- Clinique Droits Devant
- CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal (CLSC des Faubourgs) *
- Coalition des groupes jeunesse LGBTQ+
- Comité BAILS
- Comité logement Ville-Marie
- Comité social Centre-Sud
- Dans la rue
- Dîners Saint-Louis
- Vilavi
- Diogène
- Dopamine
- En Marge 12-17
- Entraide-Logement Hochelaga-Maisonneuve
- Escale Famille Le Triolet
- Exeko
- Face à face
- Foyer des jeunes travailleurs et travailleuses de Montréal (FJTMM)
- GEIPSI (Groupe d'Entraide à l'Intention des Personnes Séropositives et Itinérantes)
- Groupe CDH
- GIT (Groupe Information Travail)
- Groupe Paradoxe
- Habitations L'escalier de Montréal
- Habitations populaires de Parc-Extension (HAPOPEX)
- Habitations du Réseau de l'Académie (RESAC)

- Hébergement La Casa Bernard Hubert
- Information alimentaire populaire Centre-Sud
- Infologis de l'Est de l'île de Montréal
- L'Antre Jeunes de Mercier-Est
- L'Itinéraire — Groupe communautaire
- Logifem
- Logis Phare
- Logis Rose-Virginie
- Maison des Amis du Plateau
- Maison du Partage d'Youville
- Maison du Pharillon
- Ma Chambre inc.
- Maison Benoit-Labre
- Maison Grise de Montréal
- Maison d'Hérelle
- Maison Lucien L'Allier
- Maison Marguerite
- Maison l'Exode
- Maison St-Dominique
- Maison St-Jacques
- Maison Tangente
- Maisons de l'Ancre
- Marie Debout (La)
- Médecins du Monde
- Méta d' me
- MultiCaf
- Œuvres St-Jacques
- PACT de rue
- PAS de la rue (Le)
- Passages
- PIAMP (Projet d'intervention auprès des mineur-es prostitué-es)
- Plein Milieu
- Projets Autochtones du Québec
- Projet Genèse
- RAP Jeunesse
- Refuge des Jeunes de Montréal
- Réseau Habitation Femmes (RHF)
- Ressources Jeunesse Saint-Laurent (RJSL)
- REZO — santé et mieux-être des hommes gais et bisexuels
- Rue des Femmes (La)
- Mission Saint-Michael's
- Sentier Urbain
- Service d'hébergement Saint-Denis
- SHAPEM (La Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal)
- Société St-Vincent-de-Paul
- Spectre de rue
- Stella
- Sidalys
- TRAC (Travail de rue Action communautaire)
- Les Valoristes
- Villa Exprès pour toi
- YMCA du Québec — Premier arrêt et Dialogue
- Y des Femmes de Montréal



RAPSIM
Réseau d'aide aux personnes seules
et itinérantes de Montréal